

Centre de développement de l'OCDE – Paris, le 14 octobre 2016

Le Centre de développement de l'OCDE et la Commission européenne accueillent un dialogue sur la maximisation des bénéfices des migrations pour le développement grâce à des politiques plus cohérentes

Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a réuni les dirigeants du monde à New York en Septembre, elle a aussi organisé un sommet de haut niveau sur les réfugiés et la migration pour la première fois de son histoire.

Le sommet a notamment souligné le besoin de politiques permettant de réaliser le potentiel de développement qu'offrent les migrations.

En intégrant les migrations, y compris les déplacements forcés, dans les Objectifs de développement durable (ODD) en 2015, **les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu que les migrations contribuent au développement et inversement, tout en tenant pleinement compte des impacts négatifs potentiels.**

Le nombre de migrants internationaux ayant doublé au cours des 25 dernières années, pour atteindre 244 millions en 2015, une mobilité accrue offre des opportunités de développement mais aussi de nouveaux défis pour les décideurs politiques.

Même si les migrations contribuent au développement des pays d'origine et de destination, la plupart des pays n'exploitent pas pleinement son potentiel. Pour renforcer la contribution des migrations au développement, les pays d'origine et de destination doivent adopter un programme d'actions plus cohérent afin de mieux intégrer les migrations dans les stratégies de développement, d'améliorer les mécanismes de coordination et de renforcer la coopération au niveau international.

Ces sujets ont été au cœur du dialogue d'aujourd'hui co-organisé par le Centre de développement l'OCDE et le programme thématique Migration et Asile de l'Union européenne et centré autour de leur analyse empirique menée conjointement sur les Interactions entre politiques publiques, migrations et développement (IPPM) dans dix pays partenaires - Arménie, Burkina Faso, Cambodge, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Haïti, Géorgie, Maroc, Philippines et République dominicaine - entre 2013 et 2016.

Le projet, fondé sur un travail de terrain, porte sur quatre dimensions du cycle des migrations - l'émigration, les transferts de fonds, le retour et l'immigration. Il fournit aux décideurs politiques des données probantes sur la façon dont les migrations influencent des secteurs spécifiques – le marché du travail, l'agriculture, l'éducation, l'investissement et les services financiers ainsi que la protection sociale et la santé – et comment, en retour, les politiques sectorielles affectent les migrations avec un accent particulier sur les migrations Sud-Sud. L'événement, qui a servi de plate-forme de dialogue politique, a permis de discuter des conclusions et des politiques concrètes qui peuvent aider à

améliorer la contribution des migrations au développement à la fois des pays d'origine et des pays de destination.

Des dirigeants de haut profil, y compris Alexander Baramidze, Premier vice-ministre de la Justice de Géorgie, et Yvan Rodriguez, Vice-ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République dominicaine, se sont réunis au siège de l'OCDE à Paris pour partager leurs points de vue et leurs expériences avec des représentants d'autres pays, des décideurs politiques, des experts en migrations et des représentants des milieux universitaire, de la société civile et d'organisations multilatérales.

Dans le cadre de leur forte coopération, la Commission européenne et le Centre de développement de l'OCDE travaillent également à l'exploration de politiques plus efficaces à long terme pour tirer parti des résultats positifs dans des domaines clés tels que l'inclusion des jeunes et les systèmes de protection sociale dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le [Centre de développement de l'OCDE](#) préside également le Groupe de travail thématique sur la cohérence politique et institutionnelle au sein du Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), en collaboration avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ce groupe vise à améliorer la cohérence politique et institutionnelle pour la migration et le développement.

Pour de plus amples informations, les journalistes sont invités à prendre contact avec le Bureau de presse du Centre de développement de l'OCDE: bochra.kriout@oecd.org ; T: +33 (0) 145 24 82 96.

Centre de développement de l'OCDE – Paris, le 14 octobre 2016

Le Centre de développement de l'OCDE et la Commission européenne accueillent un dialogue sur la maximisation des bénéfices des migrations pour le développement grâce à des politiques plus cohérentes

Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a réuni les dirigeants du monde à New York en Septembre, elle a aussi organisé un sommet de haut niveau sur les réfugiés et la migration pour la première fois de son histoire.

Le sommet a notamment souligné le besoin de politiques permettant de réaliser le potentiel de développement qu'offrent les migrations.

En intégrant les migrations, y compris les déplacements forcés, dans les Objectifs de développement durable (ODD) en 2015, les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu que les migrations contribuent au développement et inversement, tout en tenant pleinement compte des impacts négatifs potentiels.

Le nombre de migrants internationaux ayant doublé au cours des 25 dernières années, pour atteindre 244 millions en 2015, une mobilité accrue offre des opportunités de développement mais aussi de nouveaux défis pour les décideurs politiques.

Même si les migrations contribuent au développement des pays d'origine et de destination, la plupart des pays n'exploitent pas pleinement son potentiel. Pour renforcer la contribution des migrations au développement, les pays d'origine et de destination doivent adopter un programme d'actions plus cohérent afin de mieux intégrer les migrations dans les stratégies de développement, d'améliorer les mécanismes de coordination et de renforcer la coopération au niveau international.

Ces sujets ont été au cœur du dialogue d'aujourd'hui co-organisé par le Centre de développement l'OCDE et le programme thématique Migration et Asile de l'Union européenne et centré autour de leur analyse empirique menée conjointement sur les Interactions entre politiques publiques, migrations et développement (IPPM) dans dix pays partenaires - Arménie, Burkina Faso, Cambodge, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Haïti, Géorgie, Maroc, Philippines et République dominicaine - entre 2013 et 2016.

Le projet, fondé sur un travail de terrain, porte sur quatre dimensions du cycle des migrations - l'émigration, les transferts de fonds, le retour et l'immigration. Il fournit aux décideurs politiques des données probantes sur la façon dont les migrations influencent des secteurs spécifiques – le marché du travail, l'agriculture, l'éducation, l'investissement et les services financiers ainsi que la protection sociale et la santé – et comment, en retour, les politiques sectorielles affectent les migrations avec un accent particulier sur les migrations Sud-Sud. L'événement, qui a servi de plate-forme de dialogue politique, a permis de discuter des conclusions et des politiques concrètes qui peuvent aider à améliorer la contribution des migrations au développement à la fois des pays d'origine et des pays de destination.

Des dirigeants de haut profil, y compris Alexander Baramidze, Premier vice-ministre de la Justice de Géorgie, et Yvan Rodriguez, Vice-ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République dominicaine, se sont réunis au siège de l'OCDE à Paris pour partager leurs points de vue et leurs expériences avec des représentants d'autres pays, des décideurs politiques, des experts en migrations et des représentants des milieux universitaire, de la société civile et d'organisations multilatérales.

Dans le cadre de leur forte coopération, la Commission européenne et le Centre de développement de l'OCDE travaillent également à l'exploration de politiques plus efficaces à long terme pour tirer parti des résultats positifs dans des domaines clés tels que l'inclusion des jeunes et les systèmes de protection sociale dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le [Centre de développement de l'OCDE](#) préside également le Groupe de travail thématique sur la cohérence politique et institutionnelle au sein du Partenariat

mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), en collaboration avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ce groupe vise à améliorer la cohérence politique et institutionnelle pour la migration et le développement. Pour de plus amples informations, les journalistes sont invités à prendre contact avec le Bureau de presse du Centre de développement de l'OCDE: bochra.kriout@oecd.org ; T: +33 (0) 145 24 82 96.